

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 94 — 473

**27 DECEMBRE 1993. — Décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 5, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 541 du 31 mars 1987 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et modifiant l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court, et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long, modifié par le décret du 14 mai 1990, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« La norme de rationalisation par établissement est, pour les établissements visés à l'alinéa 2, fixée à quatre-vingt-cinq élèves s'ils comportent uniquement la section « soins infirmiers ».

**Art. 2.** A l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup> est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1<sup>er</sup>. Il est fixé une norme de rationalisation par section. Elle est déterminée en multipliant le chiffre de base par le nombre d'années d'études que compte la section. Le chiffre de base est fixé à 12 élèves »;

2<sup>o</sup> les §§ 2, 3, 4, 6 et 7 sont abrogés.

**Art. 3.** Dans l'article 5, § 3, de l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> les mots « à partir de l'année scolaire 1987-1988 » sont supprimés;

2<sup>o</sup> les mots « cent septante élèves et étudiants » sont remplacés par les mots « cent vingt-cinq élèves et étudiants ».

**Art. 4.** A l'article 7, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1987, les mots « de cent septante ou deux cent vingt élèves et étudiants » sont supprimés.

**Art. 5.** L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, est remplacé par la disposition suivante :

« La formation peut être reconnue par le Gouvernement comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire à temps partiel sur avis conforme d'une commission instituée auprès du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation. »

**Art. 6.** Dans l'article 15 de la même loi, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 2. Dans le cadre de l'application de l'article 3, § 2, le Gouvernement détermine lesquelles des dispositions des articles 8, 9 et 12 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957, sont abrogées.

§ 3. Dans le cadre de l'application de l'article 3, § 3, alinéa 2, le Gouvernement détermine lesquelles des dispositions de l'article 10 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957, sont abrogées. »

**Art. 7.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifié par les lois du 27 juillet 1971 et du 11 juillet 1973 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, est complété comme suit :

« 4<sup>o</sup> des centres de formation, des centres techniques et des centres de dépaysement et de plein air. »

**Art. 8.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1970, l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, la loi du 31 juillet 1984 et l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, la phrase précédent l'énumération est remplacée par la phrase suivante :

« Dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire, spécial, artistique et supérieur, à l'exclusion des établissements d'enseignement universitaire, et dans les centres de formation, les centres techniques et les centres de dépaysement et de plein air, les membres du personnel sont classés dans l'une des catégories suivantes : »

**Art. 9.** Dans l'article 83, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi de redressement du 31 juillet 1984, modifié par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 26 juin 1992, les mots « les centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française » sont insérés entre les mots « centres techniques » et « sont ».

**Art. 10.** A l'article 7, alinéa 5, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> dans le 5<sup>o</sup>, les mots « ou de l'enseignement artistique » sont insérés entre les mots « de l'enseignement technique » et les mots « de type I »;

2<sup>o</sup> dans le 8<sup>o</sup>, les mots « ou de l'enseignement artistique » sont insérés entre les mots « de l'enseignement technique » et les mots « de type I ».

**Art. 11.** A l'article 10 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> L'alinéa 2 est complété comme suit :

« 8<sup>o</sup> les cours faisant partie d'une option groupée reconnue par le Gouvernement comme formation de transition à dominante artistique, à raison d'un nombre de périodes par élève que le Gouvernement détermine. »

(1) Session 1993-1994

Documents du Conseil. — N° 123 — n° 1 : Projet de décret, n° 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 15 décembre 1993.

2° L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement réduit le nombre de périodes/élèves pour les élèves qui poursuivent une partie de leur formation dans l'enseignement artistique à horaire réduit. »

3° Dans l'alinéa 4, les mots « ou de l'enseignement artistique » sont insérés entre les mots « de l'enseignement technique » et les mots « de type I ».

**Art. 12.** L'article 2, § 3, de l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 tel que modifié par le décret du 19 juillet 1993 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, tel que modifié, est complété comme suit :

« 5° soit un cours de langue moderne à 4 périodes hebdomadaires et une option groupée de l'enseignement artistique. »

**Art. 13.** Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984 portant fixation de la population scolaire minimale des sections de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, modifié par l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 et par le décret du 18 mai 1992 :

« Article 6bis. — Une section qui, sans satisfaire aux articles 3 et 4, compte toutefois au 1<sup>er</sup> février de l'année en cours une population au moins égale à la moitié de la population minimale, peut être maintenue pendant l'année scolaire suivante si elle est organisée par un établissement comptant au moins 600 étudiants réguliers.

Les étudiants réguliers dont la première inscription dans une section visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est postérieure à la date mentionnée au même alinéa n'entrent pas en ligne de compte pour le financement de ladite section.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, la population de deux établissements fusionnés après le 1<sup>er</sup> février est additionnée pour autant que la fusion soit intervenue au plus tard le premier lundi d'octobre de la même année civile. »

**Art. 14.** L'article 2<sup>ter</sup> de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, inséré par le décret du 12 juillet 1990, est complété par l'alinéa suivant :

« Au cours des années académiques 1992-1993, et 1993-1994, seules peuvent être organisées les années de spécialisation qui existaient déjà durant l'année académique 1991-1992. »

**Art. 15.** Dans la même loi, modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 18 février 1977, 3 juillet 1981, 21 juin 1985 et 15 juillet 1985, ainsi que par les décrets des 12 juillet 1990, 19 juillet 1991 et 29 juillet 1992, il est inséré un article 2<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

« Article 2<sup>quater</sup>. — Dans l'enseignement supérieur paramédical, le Gouvernement de la Communauté peut, sur avis conforme du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur paramédical, prévoir l'organisation, à partir de l'année académique 1994-1995, d'années de spécialisation accessibles à l'issue du cycle d'études visé à l'article 2bis, alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 16.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1993, à l'exception des articles 1<sup>er</sup> à 4 qui produisent leur effet au 1<sup>er</sup> janvier 1993, des articles 10 à 12 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1993, de l'article 13 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> février 1993 et de l'article 14 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 1992.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 décembre 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté Française  
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,

L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 473

27 DECEMBER 1993. — Decreet houdende dringende maatregelen inzake onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 5, § 1 van het koninklijk besluit nr. 541 d.d. 31 maart 1987 houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het aanvullend secundair beroepsonderwijs en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 460 d.d. 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type, gewijzigd bij het decreet d.d. 19 mei 1990, wordt met een lid 3 dat luidt als volgt, aangevuld :

« De rationalisatienorm per inrichting wordt voor de in lid 2 bedoelde inrichtingen op vijftachtig leerlingen vastgelegd indien ze enkel de afdeling « verzorging in een ziekenhuis » behelzen.

**Art. 2.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt door de volgende paragraaf vervangen :

« § 1. Een rationalisatienorm wordt per afdeling vastgesteld. Ze wordt bepaald door het basiscijfer te vermenigvuldigen met het aantal leerjaren die de afdeling telt. Het basiscijfer wordt op 12 leerlingen vastgesteld.

2° de §§ 2, 3, 4, 6 en 7 worden opgeheven.

(1) Zitting 1993-1994.

Documenten van de Raad. — Nr. 123 — Nr. 1. Ontwerp van decreet. Nr. 2. Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 15 december 1993.

**Art. 3.** In artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit nr. 460 d.d. 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 31 maart 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « vanaf het schooljaar 1987-1988 » worden geschrapt;

2° de woorden honderdzeventig leerlingen en studenten worden door de woorden « honderd vijftiengint leerlingen en studenten » vervangen.

**Art. 4.** In artikel 7, § 2, lid 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 31 maart 1987 worden de woorden « van honderd zeventig of tweehonderd twintig leerlingen en studenten » geschrapt.

**Art. 5.** Artikel 2, lid 2, van de wet d.d. 29 juni 1983, betreffende de leerplicht, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De opleiding kan worden erkend door de Regering als beantwoordend aan de eisen inzake de deeltijdse leerplicht op eensluidend advies van een bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming ingestelde commissie ».

**Art. 6.** In artikel 15 van dezelfde wet worden de paragrafen 2 en 3 respectievelijk door de volgende bepalingen vervangen :

« § 2. In het raam van de toepassing van artikel 3, § 2, bepaalt de Regering welke bepalingen uit de artikelen 8, 9 en 12 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, opgeheven worden.

§ 3. In het raam van de toepassing van artikel 3, § 3, lid 2, bepaalt de Regering welke bepalingen uit artikel 10 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, opgeheven worden ».

**Art. 7.** Artikel 1, lid 1, van de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971 en 11 juli 1973 en bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986, wordt als volgt, aangevuld :

« 4° van de opleidingscentra, de technische centra en de recreatie- en openluchtcentra ».

**Art. 8.** In artikel 3, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1970, het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, de wet van 31 juli 1984 en het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 wordt de zin die aan de opsomming voorafgaat, door de volgende zin vervangen :

« In de inrichtingen voor voorschools, lager, secundair, buitengewoon, kunst- en hoger onderwijs, met uitsluiting van de inrichtingen voor universitair onderwijs, en in de opleidingscentra, de technische centra en de recreatie- en openluchtcentra worden de personeelsleden bij één van de volgende categorieën ingedeeld ».

**Art. 9.** In artikel 83, lid 1, van de herstellwet van 31 juli 1984, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij het decreet van 26 juni 1992, worden de woorden « de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap » ingevoegd tussen de woorden « technische centra » en « zijn ».

**Art. 10.** In artikel 7, lid 5, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 5° worden de woorden « of van het kunstonderwijs » ingevoegd tussen de woorden « van het technisch onderwijs » en de woorden « van type I »;

2° in 3° worden de woorden « of van het kunstonderwijs » ingevoegd tussen de woorden « van het technisch onderwijs » en de woorden « van type I ».

**Art. 11.** In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 2 wordt als volgt aangevuld :

« 6° de leergangen die deel uitmaken van een gegroepeerde optie erkend door de Regering als doorstromingsopleiding met overwegend artistiek karakter, naar rato van een aantal lestijden per leerling die de Regering bepaalt. »

2° lid 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De Regering vermindert het aantal lestijden/leerlingen voor de leerlingen die een deel van hun opleiding in het kunstonderwijs met beperkt leerplan voortzetten ».

3° in lid 4 worden de woorden « of van het kunstonderwijs » ingevoegd tussen « van het technisch onderwijs » en de woorden « van type I ».

**Art. 12.** Artikel 2, § 3 van het koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 1993 tot vaststelling van het maximumaantal lestijden per week voor het secundair onderwijs en het aanvullend secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan, zoals gewijzigd, wordt aangevuld als volgt :

« 5° hetzij een cursus moderne taal met 4 lestijden per week en een gegroepeerde optie van het kunstonderwijs. »

**Art. 13.** In het koninklijk besluit nr. 301 d.d. 31 maart 1984, tot vaststelling van de minimumschoolbevolking van de afdelingen voor hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 460 d.d. 17 september 1986 en het decreet van 18 mei 1992, wordt onderstaand artikel 6 *bis* ingevoegd :

« Artikel 6*bis*. Een afdeling die zonder aan de artikelen 3 en 4 te voldoen, op 1 februari van het lopende jaar een bevolking telt die ten minste gelijk is aan de helft van de minimumbevolking, mag tijdens het gehele volgende schooljaar worden gehandhaafd in een inrichting die ten minste 600 regelmatig ingeschreven studenten telt.

De regelmatig ingeschreven studenten wier eerste inschrijving in een bij lid 1 bedoelde afdeling later gebeurde dan de in hetzelfde lid vermelde datum komen niet in aanmerking voor de financiering van bedoelde afdeling.

Voor de toepassing van lid 1 wordt de bevolking van twee na 1 februari samengevoegde inrichtingen samengeteld mits de samenvoeging uiterlijk op de eerste maandag van de maand oktober van hetzelfde kalenderjaar is gebeurd ».

**Art. 14.** Artikel 2*ter* van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, ingevoegd bij het decreet d.d. 12 juli 1990, wordt met het volgende lid aangevuld :

« In de loop van de academiejaren 1992-1993 en 1993-1994 mogen enkel de specialisatiejaren die reeds tijdens het academiejaar 1991-1992 bestonden, georganiseerd worden ».

**Art. 15.** In dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 18 februari 1977, 3 juli 1981, 21 juni 1985 en 15 juli 1985, alsmede bij de decreten van 12 juli 1990, 19 juli 1991 en 29 juli 1992, wordt een artikel 2*quater* dat luidt als volgt, ingevoegd :

« Artikel 2*quater*. In het paramedisch hoger onderwijs mag de Regering van de Gemeenschap op eensluidend advies van de Hoge Raad voor het paramedisch hoger onderwijs vanaf het academiejaar 1994-1995 in de organisatie voorzien van specialisatiejaren die toegankelijk zullen zijn na het beëindigen van de in artikel 2*bis*, lid 1, bedoelde studiecycclus ».

**Art. 16.** Dit decreet treedt in werking op 1 juli 1993 met uitzondering van de artikelen 1 tot 4 die op 1 januari 1993 uitwerking hebben, van de artikelen 10 tot 12 die op 1 september 1993 in werking treden, van artikel 13 dat op 1 februari 1993 uitwerking heeft en van artikel 14 dat op 1 september 1992 uitwerking heeft.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 december 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 474

[C — 27074]

**2 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant les conditions d'octroi de l'intervention de la Région dans le financement d'un programme de rénovation, d'amélioration ou d'entretien des logements gérés par les sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment les articles 6, 12, 32 et 33;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis donné par le conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Logement le 4 octobre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la Société régionale wallonne du Logement et les sociétés agréées par elle doivent être mises sans délai en mesure d'assurer leur objet dans le cadre de leur programme 1993 de travaux par la mise à disposition des crédits inscrits en leur faveur au budget 1993;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- le Ministre : le Ministre ayant le logement dans ses attributions;
- la Société régionale : la Société régionale wallonne du Logement;
- la société : la société immobilière de service public agréée par la Société régionale wallonne du Logement;
- le programme : la liste des opérations de rénovation, d'amélioration ou d'entretien des logements gérés par les sociétés.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région peut intervenir par une dotation partielle en capital dans le financement d'un programme exécuté par les sociétés.

**Art. 3. § 1er.** La dotation partielle en capital comporte deux parties :

1<sup>o</sup> une dotation à titre principal, permettant d'équilibrer, au terme de la période de remboursement des prêts octroyés aux sociétés, les recettes de la Société régionale constituées par les remboursements des sociétés et les produits financiers présumés, et les dépenses de la Société régionale afférentes aux remboursements des emprunts;

2<sup>o</sup> une dotation à titre supplémentaire, destinée à couvrir le risque de hausse du taux de référence des emprunts.

§ 2. La dotation partielle en capital est liquidée en une seule fois à la Société régionale, à l'approbation du programme par le Gouvernement wallon.

**Art. 4.** La Société régionale assure le financement complémentaire à la dotation partielle en capital par le produit d'emprunts garantis par la Région wallonne.

**Art. 5. § 1er.** La Société régionale arrête un règlement des avances disposant :

- du montant des avances;
- du montant du remboursement;
- des annuités, du taux annuel de leur progression et de leur prise de cours;
- de la déduction des intérêts.